

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

PREFECTURE  
DIRECTION DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ  
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
Bureau des ICPE et de la protection du patrimoine

installations classées pour la protection de l'environnement

Mise en demeure  
société SOCREDIS à TRÉLAZÉ

DIDD n° 2015/443

ARRETE

La Préfète de Maine-et-Loire  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter D3 – 2009 n° 106 délivré le 11 février 2009 à la société SOCREDIS pour l'exploitation d'une installation de transformation de matières plastiques (PVC) située zone industrielle des Malembardières sur le territoire de la commune de TRÉLAZÉ, concernant notamment les rubriques 2661, 2662 et 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 30 novembre 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**CONSIDERANT** que lors de la visite en date du 13 octobre 2015 l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées a constaté les faits suivants :

- l'état des stocks n'est pas tenu à jour comme stipulé à l'article 7.1.1 : les quantités réelles stockées n'ont pas pu être données et comparées aux quantités autorisées notamment à l'article 1.1.4 et au chapitre 8.1 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2009 ;
- les contrôles relatifs aux rejets à l'atmosphère, comme demandé à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral, ne sont pas réalisés depuis 2010.

**CONSIDERANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 7.7.1 et 3.2.4 ainsi qu'au chapitre 8.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

**CONSIDERANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SOCREDIS de respecter les prescriptions des articles 7.7.1 et 3.2.4 ainsi que du chapitre 8.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Maine-et-Loire,

## ARRETE

**Article 1** – La société SOCREDIS exploitant une installation de transformation de matières plastiques sise zone industrielle des Malembardières sur la commune de TRÉLAZÉ est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 7.7.1 et 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2009 en :

- mettant en place une mise à jour de l'état des stocks dans les formes définies à l'article 7.1.1 permettant notamment de s'assurer du respect des quantités autorisées à l'article 1.1.4 et au chapitre 8.1 de l'arrêté préfectoral ;
- « procédant à la réalisation du contrôle des rejets à l'atmosphère sur les émissions canalisées » conformément à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral ;

dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** - L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

**Article 3** – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 4** – Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 5** – Une copie du présent arrêté sera affichée pendant une durée d'un mois à la mairie de TRÉLAZÉ, et ensuite conservée dans les archives. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de TRÉLAZÉ et envoyé à la préfecture de Maine-et-Loire, bureau des ICPE et de la protection du patrimoine.

**Article 6** - Le secrétaire général de la préfecture, le maire de TRÉLAZÉ, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement et le directeur départemental de la sécurité publique de Maine-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société SOCREDIS par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à ANGERS, le 22 DEC. 2015

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général de la préfecture

  
Pascal CAUCI